

La crise anglophone était au menu de la 116ème session du congrès américain le mardi 8 septembre 2020. Après d'intenses débats, les membres de la Chambre haute du parlement américains ont adopté des résolutions visant à obliger les parties en conflit à mettre fin à la saignée qui dure depuis 4 ans.

EXTRAITS DE LA RESOLUTION DU SÉNAT AMÉRICAIN

(1) *Le Sénat Américain condamne fermement les abus commis par les forces de sécurité de l'État et les groupes armés dans les régions du NOSO, y compris les exécutions et détentions extrajudiciaires, le recours à la force contre les civils et les manifestants non violents, la torture, les viols, enlèvements et autres formes de violence contre les femmes et les violations des libertés presse et d'expression.*

(2) **Le Sénat exhorte toutes les parties au conflit en zone anglophone au Cameroun, y compris les partis politiques d'opposition:**

(A) *à conclure et maintenir une cessez-le-feu;*

(B) *à garantir une action humanitaire sans entraves et assistance au NoSo.*

(C) *à faire preuve de retenue et s'assurer que les manifestations litigieuses sont pacifiques et sans violence;*

(D) *à établir un processus crédible pour un dialogue inclusif qui inclut tous les enjeux pertinents, y compris les acteurs de la société civile, pour atteindre une solution politique durable qui respecte les droits et libertés de tous les habitants du Cameroun;*

(3) *Le Sénat Américain affirme que le gouvernement des États-Unis continue de tenir le gouvernement du Cameroun à nouveau responsable de la protection de la sûreté, de la sécurité et droits constitutionnels de tous les citoyens, indépendamment de leur région d'origine ou les régions dans lesquelles ils résident, ou leurs croyances religieuses ou opinions politiques;*

(4) **Le Sénat exhorte le gouvernement du Cameroun à:**

(A) *initier une démarche crédible, inclusive et de bonne foi pour mettre fin au conflit armé dans*

les régions du Nord ouest et du sud-ouest du Cameroun et examiner les causes profondes de la crise et des tueries et opter pour des solutions non violentes pour résoudre le conflit, y compris l'implication d'un médiateur indépendant dans les négociations;

(5) Le Sénat envisage:

(A) d'imposer des sanctions ciblées sur les membres du gouvernement et les dirigeants séparatistes « Responsable d'exécutions extrajudiciaires, de torture, ou d'autres violations flagrantes des règles internationales « droits de l'homme reconnus » »;

(B) de presser le gouvernement du Cameroun de fournir un accès humanitaire sans entraves aux organisations de la société civile qui souhaitent se rendre dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun ;

(C) de soutenir les efforts crédibles visant à analyser les causes profondes du conflit et parvenir à la paix durable, à la réconciliation, à la relance économique et pour la lutte contre le coronavirus dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun.

(D) de soutenir les actions humanitaire et de développement, dans l'optique de faire avancer la résolution non-violente des conflits et la réconciliation, la promotion de la relance économique et le développement, la reprise des l'enseignements et le renforcement du processus de démocratie, y compris la décentralisation politique, consacré comme principe fondamental de l'État actuel à travers la Constitution du Cameroun;

(E) de continuer à limiter l'assistance en matière de sécurité au Cameroun et veiller à ce que les équipements ne soient pas utilisés pour les violations des droits humains dans le Nord-Ouest et sud-ouest du pays.

(F) de prioriser les efforts pour aider à développer et maintenir une surveillance civile efficace et professionnelle des services d'application de la loi et de sécurité Cameroun pour s'assurer qu'ils sont tenus responsables des éventuels abus;

(G) s'engager dans un effort continu pour assurer que la crise dans les régions anglophones est disjuré dans les forums internationaux, y compris le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui se concentre sur engagement diplomatique international.

(6) Le Sénat Américain exhorte les membres de la communauté internationale.

(A) à se joindre à un effort collectif stratégique pour faire pression sur le gouvernement du Cameroun et les groupes armés séparatistes, notamment par l'utilisation des outils diplomatiques et punitifs disponibles, pour conclure et maintenir un cessez-le-feu immédiat, et participer à un dialogue inclusif et significatif pour s'attaquer aux causes profondes du conflit et griefs en suspens, et rechercher une solution non violente au conflit, y compris en faire appel à un médiateur indépendant et crédible.

(B) à fournir une aide humanitaire et de développement, y compris pour lutter contre le coronavirus, pour les communautés infectées par la crise du Nord-Ouest et du Sud du

Cameroun;

(C) *à tirer parti des relations bilatérales pour encourager des partenaires clés du Cameroun, en particulier France, pour contribuer à une résolution pacifique de la crise du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun et mettre en œuvre le programme convenu pour traiter les griefs et les marginalisation;*

(D) *d'utiliser les forums régionaux et internationaux, y compris l'Union africaine, la communauté des États d'Afrique centrale, et la Conseil de sécurité des Nations Unies pour discuter de la crise en cours dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun et faire pression pour l'arrêt de violence, une résolution rapide, la mise en œuvre d'un programme convenu d'un commun accord pour s'attaquer aux causes profondes et l'enquête et les poursuites des violations des droits de l'homme et des crimes opposés aux civils.*